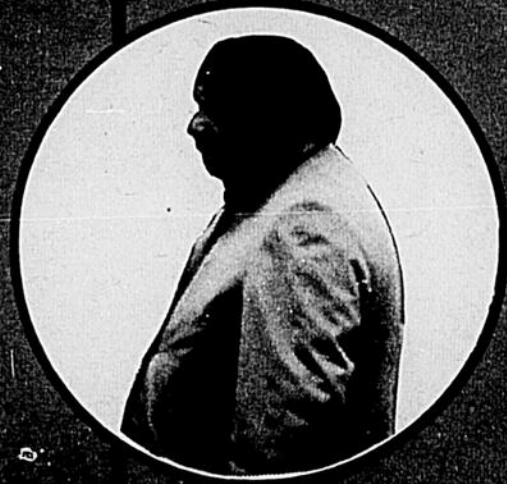
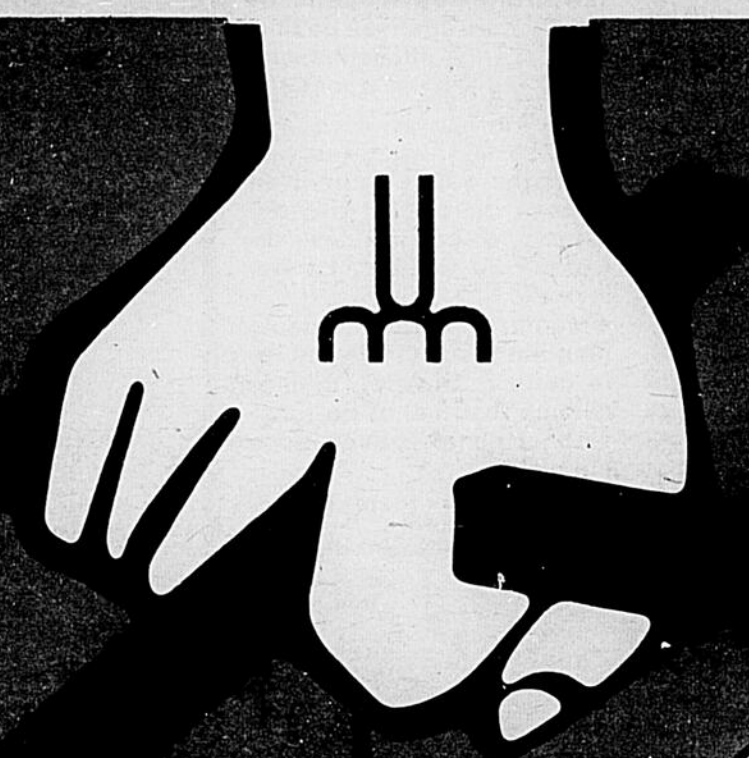


Volume 57

Vol. 57 du Quartier latin, No 7, 23 octobre 1974

La répression

à l'U de M



une coutume... p. 4 et 5

COMITE D'INTERVENTION POLITIQUE dans le milieu artistique.

HISTORIQUE

Le Comité tire son origine des discussions d'un groupe de travailleurs de la Grande Passe, au sujet d'une éventuelle intervention dans le milieu lié à la boîte, i.e. le monde de la contre-culture et l'industrie de la culture. Le Comité se voulait un instrument de formation politique des membres de la Grande Passe. Comme tel, des textes sur la domination et l'exploitation du Québec furent présentés et discutés (Ex. Le manifeste de la C.S.N. "Ne comptons que sur nos propres moyens"); puis par la suite un texte plus particulier au milieu de la Grande Passe et portant sur la contre-culture "La contre-culture est une rétro-culture" (cf. Volume 57, no. 5, oct. 74, p. 6-7 et Québec - Presse, oct. 74). Le 5 oct. 1974 à une réunion à

Jaquelle participaient des travailleurs permanents de la Grande Passe, il était décidé d'élargir le mandat du Comité et de séparer son fonctionnement de celui de la boîte. Furent donc repensés les objectifs et identifiés d'autres moyens d'action. Le texte qui suit veut rendre compte de ceci; ceux que les objectifs et les moyens d'action intéressent sont invités à rejoindre Jean-Pierre Bibeau (845-5357) ou Guy Goselin (272-1310) et de faire part de leurs intentions de collaboration au Comité.

OBJECTIFS

Les objectifs du Comité sont d'intervenir dans le milieu artistique (théâtre, musique, peinture etc.) en rejoignant les travailleurs artistiques par le biais d'une analyse de leurs conditions de travail et de l'idéologie du milieu (indi-

vidualisme, contre-culture etc.).

MOYENS D' ACTIONS SUGGÉRÉS

- a) Analyse et documents
- Produire des textes qui analysent les conditions d'exploitation spécifiques aux travailleurs artistiques (contrôle des moyens de production, agences de booking, scènes officielles, corporations professionnelles).
 - Inventorier les organisations et les regroupements d'artistes qui se situent en dehors du circuit professionnel (A.Q.J.T., Relève artistique du Québec, La Relève etc.).
 - Monter un centre de documentation sur l'industrie de la culture afin de l'utiliser comme instrument de réflexion et d'intervention dans l'industrie.
 - Produire des textes d'ana-

lyse de l'idéologie contre-culturelle et animer des débats sur la question.

b) Animation

Utiliser les documents et analyses pour favoriser une prise de conscience des travailleurs artistiques face à leur exploitation et les amener à s'organiser en conséquence.

Ex. Il y aura un travail d'animation produit pour la Relève artistique du Québec à Hull (19 oct.), Montréal (2 nov.), Québec (21,22 ou 23 nov.)

N.B. Il y aura une réunion de tous les intéressés samedi le 26 octobre à 2 heures P.M. au 4276 St-Denis apt.3, tél.845-5357

Vol. 57 du Quartier latin,
No. 6, 16 octobre 1974

COORDINATION TECHNIQUE

Elisabeth Pelletier

COLLABORATEURS

Danièle Bourassa	Ronald Cameron
Maryse Turcotte	Jean Belliveau
Roger Hobden	Roch Breton
Marie Pluteau	Sylvain Meunier
Pierre Paquette	

Nous cherchons de nouveaux collaborateurs.

Les réunions de préparation ont lieu le MERCREDI à 17h. au 5ième étage du Centre Social (C-5518)

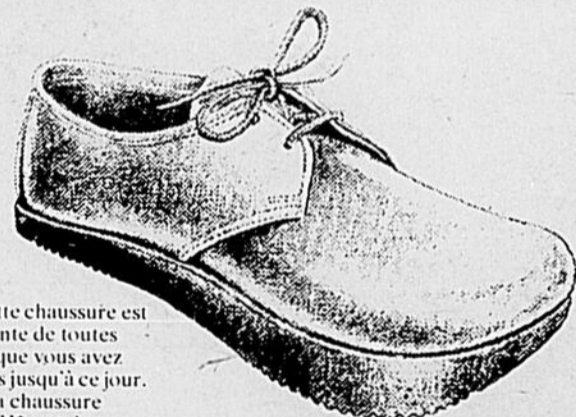
La discussion des textes à paraître au même endroit le DIMANCHE à 14h.

Dépot légal: Bibliothèque Nationale

Composition et montage: D.S.C. Inc.

Imprimé par: Imprimerie Payette et Simms.

Voici l'étrange et merveilleuse chaussure au talon plus bas que la pointe.



Cette chaussure est différente de toutes celles que vous avez portées jusqu'à ce jour. C'est la chaussure EARTH* au talon abaissé. La chaussure conçue en fonction de l'harmonie de tout votre corps.

Le talon de Earth* shoe est effectivement plus bas que la pointe de la chaussure, ce qui vous permet de marcher naturellement, comme lorsque vous marchez pieds nus sur le sable ou sur un sol

mou et que vos talons s'enfoncent plus profondément que vos orteils.

Toute la semelle de Earth shoe est moulée d'une façon très spéciale. Elle vous permet de marcher avec un léger mouvement rotatif et d'être à l'aise et confortable sur le dur ciment de nos villes.

Mais rappelez-vous: ce n'est pas parce qu'une chaussure ressemble à la nôtre qu'elle est aussi efficace.

Pour être certain d'acheter la véritable Earth shoe regardez notre marque de commerce sur la semelle.

Votre corps vous en remerciera.

Souliers, sandales, sabots et bottes pour hommes et femmes. De \$23,50 à \$42,50.

*EARTH est une marque déposée de Kalsø Systemet, Inc. ©1974 Kalsø Systemet Inc.

**Earth
shoe**

Les chaussures de marque Earth sont vendues exclusivement dans les magasins Earth Shoes...

1427 rue Stanley Tél. 842-5885

**La minute
Player's**

Player's
FILTRE

AVIS: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

En Socio: un débat

Le Volume 57 publiait dans son no. 4 un article sur la sociologie. L'article traitait du comité paritaire mis sur pied dans ce département en mars dernier et mettait de l'avant une certaine position sur les comités paritaires. Or, fallait-il s'y attendre, il a fait son chemin et a même reçu une réponse de la part d'une élue du Comité Paritaire. De fait le tout (article et réponse) a été affiché, il l'est encore d'ailleurs, au babillard du département. Dommage que la réponse ne se soit pas rendue d'elle-même au Volume... Peut-on dire que le débat est lancé en sociologie?... L'équipe du Vol. 57 désire pour sa part, qu'il le soit dans les pages du journal; c'est la raison pour laquelle elle publie la réponse et pose certaines questions restées pas claires. Il va sans dire que pour une meilleure compréhension de la critique, le lecteur aurait avantage à revoir l'article original, car nous ne publions ici qu'un résumé et les critiques de la personne du Comité Paritaire.

D'abord une remarque très juste: l'article parle d'un débrayage de 15 jours. En fait, il s'agit de deux jours. Donc lire 2 jours et non 15.

Au début de l'article, on situe la création du Comité Paritaire dont la tâche devait être, disons-nous "d'évaluer le contenu des cours." À cela, l'élue du comité répond: "très incomplet, vous n'y étiez pas." Si elle peut élaborer sur les tâches de ce comité, elle est bienvenue à le faire.

LES RENCONTRES DE L'ÉTÉ

L'article tentait de dégager l'essentiel des rencontres du comité pendant l'été. Notamment, il semble que deux cours seront centrés sur les actualités du Québec (campagne à la mairie). Sur ce point, deux critiques:

"...les étudiants veulent faire ce qui les intéressent, c'est-à-dire de la bonne sociologie." Réponse: "c'est vous qui le dites!" Si ce n'est pas cela, de quoi s'agit-il donc?

"... le cours de sociologie politique se donnera." Réponse: (se donnera) "façon de parler!" Alors, qu'est-ce qui représente plus la réalité?

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 SEPTEMBRE

Le 17 septembre dernier, le Comité Paritaire convoquait une assemblée d'information sur les résultats des rencontres de l'été. On procéda à des élections des étudiants au comité. Cette assemblée devait aussi jeter les bases au travail pour le semestre. À cette assemblée,

peu de débats, de discussions, pas de décisions. Il semble que ce n'était pas le but de cette assemblée générale. L'élue du Comité Paritaire manifeste son désaccord sur certains points.

L'article dit: "...d'informer les étudiants du travail fait durant l'été des tâches à définir..." Réponse: "ça n'était pas au programme ce jour-là."

"... sans mener les débats nécessaires sur les propositions du comité." Réponse: "à venir."

"... le projet présenté par le Comité Paritaire a donc été accepté." Réponse: "..." "le comité n'a demandé sur aucun point de discussion l'accord des étudiants. Ce n'était pas l'objet de cette assemblée."

"... deux points importants..." Réponse: "deux points mineurs à la rigueur."

Si les tâches n'ont pas été définies ce jour-là, quand le seront-elles? Une assemblée au début d'un semestre ne devrait-elle pas justement avoir à l'ordre du jour ce point qui donne finalement le sens au Comité Paritaire? En ce qui concerne les débats sur les propositions du comité, même question: QUAND? En quoi l'admission au département d'étudiants non-détenteurs de DEC, et la créditation de la participation à la cogestion du département sont-ils des points mineurs? Si s'en sont, quels sont donc les points majeurs dont on n'a d'ailleurs pas entendu parler à cette assemblée?

LE PROBLÈME DE FOND: LA SOCIOLOGIE

La dernière partie de l'article concerne l'absence de questionnement sur la nature de la sociologie mais seulement sur les modalités d'enseignement. En ce sens, nous disons que ça ne change rien au problème de fond. Aussi, on fait référence à la contestation d'il y a deux ans où les étudiants avaient présenté un projet de travail pour définir la sociologie. Résultat: récupération par le département.

"... demander des meilleures conditions d'apprentissage... sans trop déranger l'appareil." Réponse: "le sens où nous prenons apprentissage, ça dérange

justement."

"... contestation vite récupérée par les profs." Réponse: "ce n'est pas ce que j'en ai su."

"... faisant du sociologue un spécialiste de la société." Réponse: "nous ne défendons pas ça".

"... jouer le jeu de l'université, patcher le bobo sans enlever le mal." Réponse: "pas tout à fait".

Il est assez clair que nous n'avons pas les mêmes informations sur la contestation en question ou plutôt que nous n'en faisons pas la même analyse. Etes-vous certains que l'université prend "apprentissage" dans le même sens que vous, si oui, en quoi cela dérange-t-il justement? Vous prétendez avoir discuté des OBJECTIFS avec les professeurs, de quels OBJECTIFS s'agit-il? Quand aux procès-verbaux, nous les avons entre les mains: très incomplets, aucun rapport des discussions. Il ne faut pas se fier là-dessus pour en savoir plus long... alors on se fie aux assemblées générales. Nous avons d'ailleurs proposé qu'il soit rédigé un rapport très détaillé à ce sujet, ce à quoi on nous a répondu que ça serait fait.

En ce qui concerne la question de spécialiste de la société, ce n'est pas un point à défendre, ni à revendiquer, mais bien un acquis: cela touche justement le problème de fond soit à quoi sert la sociologie et les sciences sociales en général. Si vous n'êtes pas d'accord pour dire qu'il s'agit de replâtrage, alors s'agit-il pour vous de changer l'université, si oui, il reste à discuter des moyens à prendre.

Comme on peut voir, beaucoup de choses sont confuses, et les questions posées (dans l'article et dans la réponse) méritent qu'on s'y arrête. Ce débat doit se poursuivre et dans ce sens, ce second article en constitue une relance. Il est très important de clarifier dès maintenant le rôle d'un comité paritaire comme le rôle des sciences sociales, car plusieurs départements sont touchés par cette question et c'est pourquoi le débat ne doit pas rester sur un babillard.

Vol. 57 a reçu le cryptogramme suivant à propos de l'article "La contre culture est une rétro-culture". Tout lecteur, ayant compris le sens du "message", est prié de nous le communiquer sans délai...

Messieurs de La Grande Passe,

Je rentre à l'instant d'Akhabad quand Pierre, mon intendant, me signale votre article intitulé: "La contre-culture est une rétro-culture", publié dans le Pékin-Matin.

Que lus-je, par Saint-Pierre, Saint-Paul et Saint-Basile et par tous les saints anges de la Grande Russie? Vous osez vous attaquer à ceux qui, à l'instar de nos moujiks, ont mis leur vie sur les valeurs les plus sûres et les plus saintes de notre grande et belle société: la religion, la terre et la famille; et ce, avec une idée de derrière qui sent la révolte et l'anarchie que prône cet Allemand exilé.

Vous nous parlez de classes sociales, mes beaux messieurs, mais dans laquelle êtes-vous? Pour moi, je n'en connais qu'une, celle des fidèles et loyaux serviteurs de notre tsar bien-aimé, Son Altesse Impériale Nicholas et de notre non moins bien-aimée tsarine Son Altesse Impériale Alexandra.

Et de quoi vivez-vous, perfides, si ce n'est de religion, de terre et de famille. Et en avoir contre la contre-culture, c'est contre-culture encore.

Je pense que vous verrez grandir les enfants de vos enfants jusqu'à la quatrième génération car ni le jugement non plus que la nuance n'abrègeront vos jours. De l'intelligence de vos propos, je ne vous parlerai guère, quoique je vous en tiens rigueur. Et à quoi bon discuter de principes avec vous, qui ne vous appuyez que sur la lettre au détriment de l'esprit.

Je termine ici mon propos car, avec ceux de votre espèce, Dieu est trop haut et le Tsar est trop loin.

S.A.R. Sam Emmanuel
26 de la rue de Saint-Cyrille,
Montréal

Fait en octobre à Saint-Petersbourg.

Dans le cadre du soutien à la lutte de Gypsum, le COMITE DE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIÈRES (UQAM) organise la projection du film APOLLON. Ce film décrit l'occupation d'une usine de typographie de Rome qui a duré un an. Dans le film, les ouvriers font preuve d'un sens de l'organisation exemplaire: ils ont cherché à briser l'isolement dans lequel ils étaient en développant le soutien extérieur. C'est l'aspect du soutien aux luttes ouvrières dans le milieu universitaire qui fera l'objet du débat. Cette projection aura lieu

Mercredi 30 octobre à 20 heures
au local 8010 du Pavillon Riverin
(ce pavillon est situé en face du Ste-Marie,
rue Bleury)

COMITE DE SOUTIEN UQAM

La répression

La répression à l'U de M n'est pas quelque chose de nouveau. Depuis 1971 en effet, il semble que l'administration de l'université trouve très pertinent et considère comme une excellente méthode d'intimidation sur le campus, l'engagement de "bouncers". Ces "bouncers" (que l'université a d'ailleurs le culot d'appeler des agents spéciaux) qui, par leurs actes de violences à l'endroit des étudiants et des travailleurs de l'université, constituent les troupes de choc de la Sécurité à l'U de M, ne sont sûrement pas les seuls à blâmer. De fait, les "bouncers" jouent au niveau du campus un double rôle. D'une part ils constituent les pantins de l'administration qui leur fait dire ce qu'elle veut, (autant que possible des actions dégueulasses qu'elle ne confierait ni à ses agents de sécurité ni à ses phillips) et d'autre part, ils servent de paravent à l'administration puisque c'est toujours eux qui subissent les contre-coups des conflits et non l'administration. Il ne s'agit pas ici d'excuser (tout de même!) les actes de ces messieurs dont la provenance et les antécédents sont souvent pour ne pas dire toujours douteux. Là n'est pas la question. Seulement, il faut bien être conscient que lorsqu'on attaque les "bouncers" l'administration n'est jamais ou à peu près pas touchée par la riposte de travailleurs ou des étudiants. Après tout il ne faudrait tout de même pas oublier que c'est l'U de M qui engage les "bouncers" dans le but manifeste d'exercer au maximum la répression sur tout le campus. En agissant ainsi, il est



à l'U de M une coutume

clair que l'université montre son vrai visage et que l'image de l'institution neutre perdue dans les nuages de l'indolence et de l'abstraction scientifique et intellectuelle ne tient plus devant de telles actions. L'université a des intérêts à défendre et elle prend effectivement tous les moyens pour les défendre et les protéger envers et contre tous.

LES BONNES HABITUDES DE L'U DE M.

Le genre de tactiques (!) employées par la très maligne administration de l'université de Montréal présentement à l'école polytechnique n'a absolument rien de nouveau comme nous le soulignons plus haut.

L'université a eu recours à des bouncers pour la première fois en 1971 lors de la désormais célèbre grève des employés de

soutien. A cette époque où les ambulances de l'U de M conduite par Lefrançois, Gouin et compagnie servaient à mener les "bouncers armés de barres de fer" au combat, il était devenu clair que la ligne dure préconisée par le tandem "Gaudry-Larose" faisait force de loi à l'exécutif de l'université. La même année pendant la grève en anthropologie, une vingtaine de fiers-à-bras étaient "stockés" dans les caves du pavillon des sciences sociales, prêts à intervenir à tout moment. En 1971 encore, on a pu assister à la toute première intervention de l'escouade anti-émeute en sciences sociales alors que les étudiants occupaient les bureaux du C.I.C.C. (centre international de criminologie comparée) pour dénoncer le rôle que cette organisation jouait (et joue toujours aux dernières nouvelles) dans l'éla-

laboration de techniques de répression servant aux régimes fascistes du monde entier. L'année suivante, soit en 1972, lors de la lutte contre les frais de scolarité, l'U de M engage des bataillons complets d'agents Phillips, Pinkerton's et autre pour "protéger l'accès des étudiants, des professeurs et des employés" au pavillon des sciences sociales.

On voit donc très bien quels genres de moyens tout-à-fait subtils l'université prend pour régler les problèmes que lui cause certaines contestations ou certaines remises en question. C'est donc seulement à ce genre d'arguments que l'université en est réduite lorsque son pouvoir est remis en question.

LA SEMAINE DERNIÈRE À POLY.

La semaine dernière dans le cadre de la lutte contre l'augmentation soudaine des tarifs de leur stationnement, les étudiants de l'école polytechnique ont mené plusieurs actions de harcèlement contre l'université et ses "bouncers". Plusieurs manifestations ont eu lieu sur le campus et la chasse aux gorilles s'est poursuivie. Quelques assemblées générales ont eu lieu tant à Poly qu'en sciences sociales où les polytechniciens ont tenu à venir expliquer ce qui se passait et pourquoi l'université avait engagé des "gorilles". Car cette fois-ci encore, l'université de Montréal n'a pas trouvé de moyens plus efficaces que son éternel recours aux "agents spéciaux" (vraiment, c'est d'une subtilité à toute épreuve!).

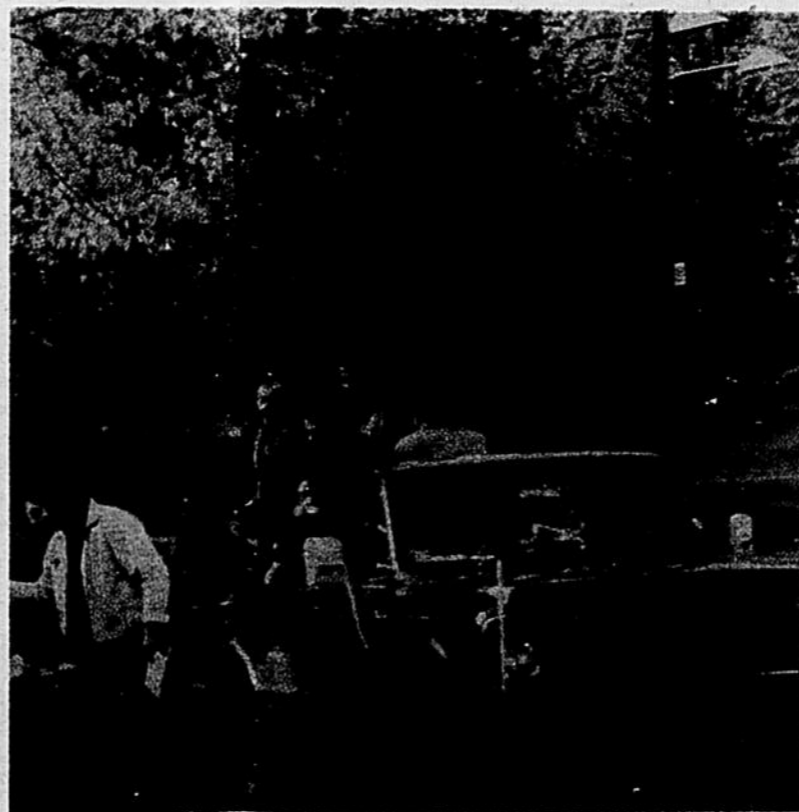
Cependant, jeudi dernier, les choses ont pris un tournant un peu plus tragique alors que les troupes d'orang-outangs de l'université dirigées par Gouin (en charge de la sécurité à l'U de M et Orang-outang en chef) ont entrepris de chasser des étudiants de Poly en "visite" au pavillon de l'administration. L'université de Montréal, c'est connu, n'a pas le sens de l'hospitalité très développé, ça n'est pas là son moindre défaut. Les "bouncers" et leurs confrères de la police universitaire en excursion hors de leur ménagerie, ont attaqué les étudiants (à grands jets de boyau d'incendie entre autres).

Gouin, quant à lui, a personnellement (c'est beau l'initiative) saisi un polytechnicien qui trainait par là et l'a expédié manu militari (c'est vraiment le moins qu'on puisse dire, franchement!) à travers une baie vitrée qui se trouvait là comme par hasard près de la porte d'entrée du pavillon de l'administration. Résultat: l'étudiant a été coupé à plusieurs endroits au visage, aux bras et aux mains. Ça n'était pas spécialement drôle ni très beau à voir! Quelques mi-

nutes plus tard, le blessé aidé de ses confrères s'est retrouvé à l'école polytechnique d'où il a été conduit d'urgence à l'hôpital dans une ambulance de la police de Montréal. En passant, (suivez bien ce qui suit, c'est pas mal du tout!) l'université a refusé de conduire le blessé dans une de ses ambulances. Les gardiens de l'entrée de l'école polytechnique qui avaient appelé l'université pour en faire la demande avaient sans doute oublié que les ambulances de l'université ne servent qu'au transport des gorilles et à la livraison du poulet.

Un peu plus tard, dans la soirée, on apprenait à la radio que l'université avait décidé de proclamer une trêve dans la "guerre" qui l'oppose aux gens de Poly.

Jusqu'au 6 novembre, les étudiants auront le droit de monter à leur stationnement sans payer. L'université a peut-être autre chose à proposer, qui sait! De toutes façons, même si vous ne les voyez plus, les "bouncers" sont cachés quelque part sur le campus et comme les scouts, ils sont "toujours prêts" à intervenir.



bouncers descendant d'un camion de l'U de M.



Pendant la bataille d'oeufs...

MAIS, CAR IL Y A UN MAIS...

Si, malicieusement, l'université a décidé de proposer une trêve dans le conflit actuel, c'est sans doute qu'elle se sentait de plus en plus "mal prise" face à l'opinion publique (il devient de plus en plus difficile de prétendre nier la présence des "bouncers" alors que leurs photographies circulent partout) et que l'escalade de la lutte risquait de lui porter préjudice. Mais c'est surtout devant l'espérance d'une démobilitation des étudiants face au problème du stationnement si jamais (comme elle a sûrement l'intention de le faire) elle songe à faire quelques concessions mineures.

Seulement ce qui se passe présentement à Poly dépasse le simple problème du stationnement. Avec l'intervention des "tontons-macoutes" de l'université aussi bien à Poly qu'ailleurs sur le campus, on s'est rendu bien vite compte que les tactiques et les moyens pris par l'U de M pour régler ses problèmes et imposer sa loi, étaient tout à fait dégueulasses et dénotaient un manque de respect de bonne volonté et de considération envers les étudiants et les travailleurs de l'université. Ce que les étudiants de Polytechnique ont compris,

c'est que la merveilleuse institution qu'est l'université de Montréal, est une boîte où comme partout ailleurs s'exerce la répression et qu'elle se sert de tous les moyens possibles pour l'exercer cette répression. Ce que les autres étudiants du campus et les gens de sciences sociales entre autres commençaient à comprendre, c'est qu'il ne faut pas rester là à ne rien faire alors qu'on charcute au nom d'on ne sait trop quel pouvoir (ou peut-être qu'on le sait) les étudiants à l'autre bout du campus. Il est important que tous s'unissent pour dénoncer la répression qu'exerce l'université de Montréal. Pourquoi une police universitaire dont tout le

monde connaît le rôle exact? Pourquoi la répression dans une institution qui se veut "neutre" (ah! ah!)? Il est donc primordial de s'organiser et de voir où sont nos véritables ennemis, de voir que derrière les pantins il y a la main qui les manipule. Il faut pouvoir être capable de forcer l'université à reculer. Soyons réalistes, nous ne changerons pas l'université. Mais il faut être bien conscient pour pouvoir se tenir debout. Derrière les vitres à briser, il y a quelque chose à aller chercher. Derrière l'immeuble principal, il y a ceux qui ont des comptes à rendre à toute la population du campus. Ce sont eux qu'il faut viser en premier lieu!



bouncers en hostie... contre qui?

UNITED solidarité

Des gars de United à l'U de M.

Mercredi dernier, le Comité de Soutien aux Luttes Ouvrières, organisait une Conférence-Midi avec la participation d'un travailleur en grève de la United Aircraft.

Un représentant de chacun des différents syndicats de l'U de M., SNEUM, 1244 et 1186 ainsi qu'un représentant du syndicat des professeurs, ont adressé la parole aux participants pour manifester leur solidarité avec les travailleurs en grève.

Environ 150 personnes, étudiants, professeurs et travailleurs de l'U de M., ont assisté à la réunion qui fut suivie d'une période de questions.

Les gars de la United ont d'abord fait l'histoire de la lutte qui dure déjà depuis plus de neuf mois (cf. Vol. 57, no. 6). Ils ont expliqué leurs principales revendications: la formule Rand, les revendications sur le temps supplémentaire par rapport à la semaine de travail continentale (les machines fonctionnent 7 jours/semaine, 24 heures/jour).

En réponse à une question de la salle, les grévistes de la United ont souligné l'importance du soutien actif, y compris celui des étudiants, pour la continuation de la lutte. Cet appui n'est pas seulement monétaire (participation aux fonds de grève). La présence sur les lignes de piquetage et dans les manifestations de solidarité de travailleurs et d'étudiants qui comprennent et appuient les objectifs de la lutte contribue avec la popularisation de la lutte à raffermir la volonté et la détermination des travailleurs en grève.

En même temps se faisait à la porte la vente de billets pour l'AUTOMNE-SHOW des gars de la United, vente qui s'est continué jusqu'à vendredi dans les différents pavillons de l'U de M.

L'automne show

Une grève n'est jamais un événement isolé, détaché du contexte social, ce n'est pas une bataille individuelle ou d'un groupe défini, c'est une lutte dont tous, à plus ou moins long terme, de façon directe ou indirecte, de façon plus ou moins visible tireront des profits si elle est gagnée, subiront les conséquences si elle est perdue. La solidarité, c'est la reconnaissance active de cet état de fait et samedi dernier, des milliers de personnes ont pris d'assaut et rempli à craquer le Colisé Jean Belliveau de Longueuil pour réaffirmer aux grévistes de la United Aircraft qu'ils ne sont pas seuls dans l'arène, que ce combat extrêmement dur qu'ils mènent est le combat de tous ceux pour qui le mot dignité veut dire quelque chose.

Quelques heures avant que ne débute la fête, la compagnie affirmait publiquement que le combat des grévistes est un combat perdu. Quelques heures après le début de la fête, les milliers de sympathisants qui cherchaient désespérément à garer leurs voitures dans le stationnement déjà rempli au-delà de ses capacités démontraient hors de tout doute que le dit combat ne trouvera sa fin que dans la victoire des travailleurs. La solidarité, qui tend parfois à se réduire à une vue de l'esprit, devenait ce soir-là vibrante, presque palpable. Elle avait un visage, une voix et un lieu défini pour s'exprimer dans toute sa force. Les "croix de la solidarité" et les "fleurs du souvenir" pendaient à tous les cous et prouvaient qu'il vient un temps où la solidarité doit être plus qu'un cri. Après neuf mois de grève, donc neuf mois sans salaire, les beaux sentiments ne suffisent plus. Le patron d'une usine en grève commence à sourire quand il

sait que le gréviste doit mettre dans la balance, face à la dignité, la faim, peut-être la misère qui n'est plus sainte, et pour beaucoup, la perte partielle ou totale de ce qu'ils ont mis de longues années de travail opiniâtre à gagner. Il ne s'agit pas ici de faire du sentiment, mais de bien se rendre compte qu'il peut être facile de s'extasier sur le courage des syndiqués, de mépriser ceux qui sont rentrés, de crier "solidarité" et d'aller ensuite ingurgiter une douzaine de bières au Café-Campus, et d'oublier que pour chaque gréviste individuellement, ce noble combat se mène repas par repas, piastre par piastre.

Les grévistes de la United Aircraft, comme tous les autres, seraient tout à fait justifiés de faire appel à la "charité" des militants. Mais comme ils se battent pour leur dignité, ils s'y accrochent jusqu'au bout. "Le fond de grève, me disait l'un d'entre eux, je n'y ai jamais touché". Lui fabrique des meubles dans son sous-sol, d'autres font des "fleurs du souvenir", ils avaient leurs kiosques sur la patinoire. Il y avait aussi des travailleuses de la Regent Knitting qui vendaient des tricots. Tout se faisait en sorte, au Colisé Jean Belliveau, de nous rendre la solidarité légère, agréable. La bière coulait à flot, dans tous les coins le bonhomme Carlsberg levait son joyeux verre de bière à la santé de ceux qui, tôt ou tard, viendront à le combattre. C'est que les grévistes de la United n'ont pas seulement le courage de mener un dur combat, ils ont aussi celui de ne pas se plaindre.

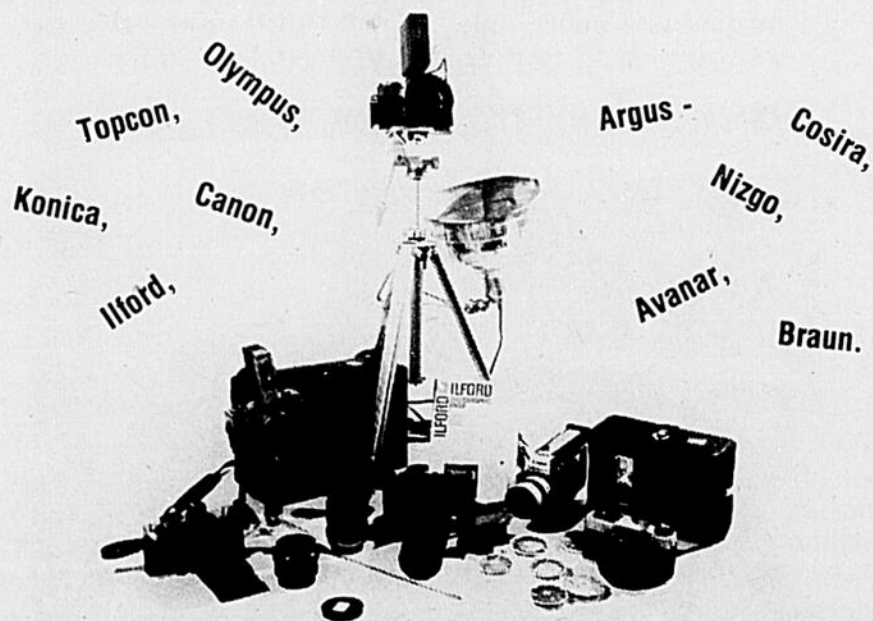
C'était aussi une fête populaire, il faut le noter. À côté des innévitables publications du GMR, on vendait des photos des Mad Dog Vachon. À côté de Louise Forestier, il y avait Céline Lomez et une liste incroyable d'artistes de tout genre, comme si la politique gagnait tout à coup tout un secteur de notre culture qu'elle n'avait jamais jusqu'à présent pénétré.

En résumé, l'AUTOMNE-SHOW une fin de semaine de solidarité réussie.

Photographie

Vente spéciale

du 21 au 26 octobre



Magasin Service Campus

3ème étage Centre Communautaire.



IN CONCERT présente les meilleurs interprètes du "blues" et du jazz, tous les soirs.

KEITH JARRET. 22-27 octobre.

MOSE ALLISON. 29 oct. - 3 nov.

FREDDIE HUBBARD. 5-10 nov.

STANLEY TURRENTINE 12-17 nov.

Endroit: IN CONCERT

**2 Le Royer coin St-Laurent,
en bas de Notre-Dame.**

**Sur présentation de cette
annonce, une réduction de
\$1 sera accordée sur le droit
d'entrée pour le mercredi
seulement.**

Le Massachusset est le seul État américain à avoir élu un Sénateur de race noire: le Républicain Edward Brooke. C'est une belle primeur, mais qui ne règle rien: Dans cet État (qu'on connaît surtout pour ses plages) où les blancs élisent même des noirs, le racisme fait rage et depuis le début de septembre c'est dans les écoles de Boston que les conflits raciaux ont éclaté.

L'origine de ces conflits, que l'on appelle le "busing" (à cause du transport des étudiants par autobus) remonte à l'application de la loi prononcée le 21 juin 74 par le juge W. Arthur Garrity qui stipule que, dans les écoles publiques du Massachusset, il ne doit pas y avoir plus de 50% d'enfants non-blancs.

À Boston, sur les 94,000 étudiants fréquentant les écoles publiques, 60% sont blancs. Cependant, dans 80 des 200 écoles publiques de la ville, il y a plus de 50% d'enfants non-blancs. La loi du "busing" a donc pour but l'intégration raciale en répartissant également les enfants noirs et blancs dans les écoles et entraîne le transport par autobus de 18,235 étudiants dont 9,725 noirs et 8,510 blancs.



Les enfants noirs de Boston sont reconduits à l'école en autobus escortés par des policiers.

Les enfants noirs, venant du ghetto de Roxbury sont dirigés par autobus vers les écoles du quartier sud de Boston, quartier essentiellement irlandais. L'opposition raciste blanche organisée attend ces autobus aux entrées des écoles (South Boston High School, Roslindale High School) à coup de roches et par la violence. Ces affrontements sanglants entre blancs et noirs a obligé le Maire de Boston, Kevin White, à intervenir en plaçant sa police comme protection: c'est escortés par des flics en motos que les autobus de noirs pénètrent maintenant dans les cours d'écoles. Mais évidemment, les affrontements violents et les interventions de la police n'ont fait qu'empirer le conflit racial qui s'étend maintenant bien au-delà des écoles. Le 22 septembre, 1000 manifestants blancs ont essayé d'arrêter la distribution de l'édition du dimanche du Boston Globe qui avait pris des positions claires face aux actions des groupes raciaux (anti-busing). Cependant les conflits raciaux à Boston ne datent pas d'hier et la communauté noire de cette ville a une longue histoire de lutte pour le droit à une éducation décente pour toute sa population. En juin 1963, la

Affrontements racistes a Boston

Black Community a lutté contre la discrimination dans les écoles, mais le comité raciste scolaire refuse de se plier aux revendications. En 1963, 1964 également, les noirs ont manifesté par des "stay out" des écoles contre la discrimination et pour l'intégration. Le passage en 1965, au Massachusset, de la loi du "Racial Imbalance Act" (visant à envoyer les enfants noirs dans des écoles de banlieues "middle class" des villes) a suscité d'autres affrontements. En 1971, c'est par des grèves étudiantes, appelées par la Black Student Federation, auxquelles ont participé des écoles blanches et noires, que les étudiants de Boston demandaient de meilleurs cours et la fin du traquage de la police envers les étudiants noirs.

Malgré toutes ces luttes menées par la Black Community, la politique discriminatoire du gouvernement fédéral est évidente. Autant sous l'administration Nixon, que maintenant sous Ford, c'est la loi de la politique "anti-busing" qui prédomine. Tout pour la discrimination et la ségrégation raciale dans les écoles, malgré la belle loi parachutée du 21 juin qui n'a fait qu'exacerber l'atmosphère de tension et le racisme blanc qui régnaient déjà à Boston.

Face à une telle situation, les positions au sein de la communauté noire sont partagées. Il est clair pour tous que la loi Garrity, ainsi parachutée sur le problème fondamental du racisme dans la ville de Boston, n'est en rien une solution! Forcer le transport de nombreux étudiants noirs dans les écoles blanches et vice-versa ne peut en soi favoriser la "déségrégation" quand le racisme reste aussi fort et aussi violent.

Mais alors quelle position prendre face à cette loi et face à la question de l'intégration des noirs aux écoles "blanches"? Plusieurs membres de

la communauté noire croient que la "déségrégation" doit se faire en ouvrant les écoles "blanches" à tous les noirs qui désirent y envoyer leurs enfants, mais rejettent le "busing" forcé. Enfin d'autres considèrent que les noirs doivent lutter pour obtenir le contrôle des écoles de leur communauté plutôt que le droit d'aller aux écoles "blanches".

Quoiqu'il en soit, face à la réaction de la minorité raciste blanche sur cette question du "busing", la communauté noire a une position unique: il faut prendre les moyens de se défendre et de défendre nos enfants.

Mais le problème fondamental reste bien celui du racisme et de la ségrégation dont plusieurs pensent qu'il ne pourra être COMPLETEMENT résolu que lorsque la population noire ne jouera plus le rôle de main-d'oeuvre à bon marché pour les capitalistes, mais celui de participant à la production sociale au profit de tous...

LA QUEBÉCOISE

ah! la bonne nôtre.

Pourquoi fumer des C.D.A.?

Un produit de La Société des Tabacs Laurentiens Inc.

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

Coke... le vrai de vrai

SEVEN UP
Coca-Cola

Suis le guide... alimentaire

Tu le connais ce guide alimentaire? Non! Eh bien la semaine prochaine c'est-à-dire les 29 et 30 octobre 1974, il y aura deux jours destinés à la nutrition.

Les étudiants de l'Institut de Diététique et de Nutrition ont monté un kiosque où on répondra à tes questions, un diapo-



rama a été préparé ainsi qu'un film sur les problèmes du soya.

De plus, le mercredi 30 octobre à 12.30, il y aura au local B-442 une conférence de Madame Louise Lagacé, diététiste professionnelle sur le thème "Mangerons-nous demain?" où il sera question... et puis non, viens voir ça va sûrement t'intéresser.

Tout ce programme risque d'être fort intéressant surtout si tu viens et y poses de nombreuses questions.

À bientôt.

France Leduc,
étudiante en diététique et nutrition.

à suivre... dans les prochaines semaines un article sur les délicieux petits plats de la nouvelle cafétéria en sciences Sociales.

LE SERVICE SOCIAL

au service de qui?

Les stages en Service Social

L'Université de Montréal a souvent eu la réputation d'être coupée du "vrai monde" et plusieurs ont parfois souhaité qu'elle descende de la montagne, qu'elle aille dans la rue. Ce souhait semble pourtant se réaliser lorsqu'on analyse la situation dans le département de Service-Social. En effet, les étudiants en Service Social font un an de stage sur leurs trois ans de formation. Quelques-uns vont travailler dans des groupes populaires ou d'autres lieux où ils pourront mettre à l'épreuve leur talent d'animateur social, la plupart iront faire leur stage dans les hôpitaux, agences de Service Social où ils tenteront de résoudre des problèmes individuels. En somme, dans leurs trois ans de formation, ils apprennent, tant théoriquement que pratiquement, ce qu'est le Service Social.

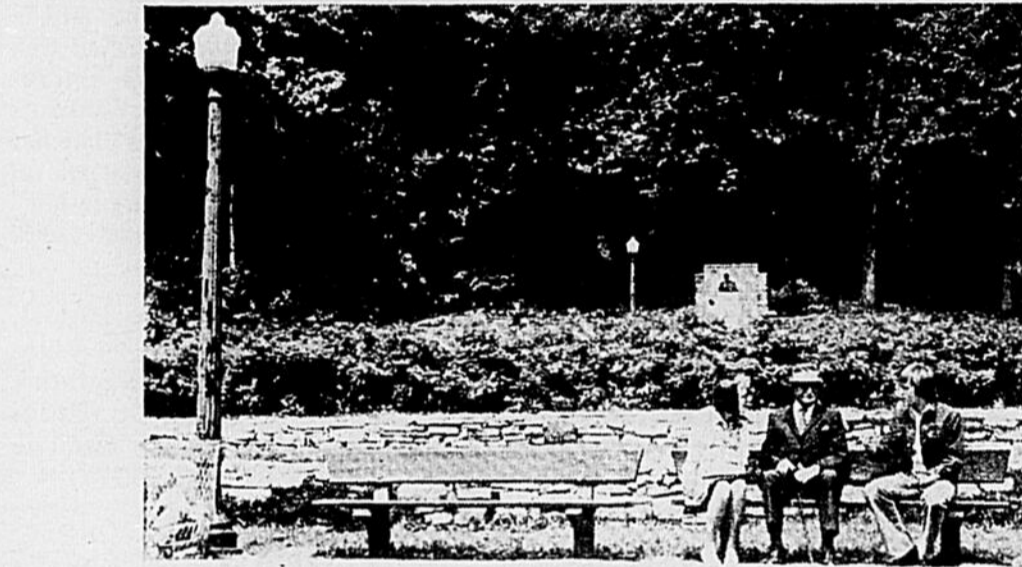
Le Service Social forme des professionnels spécialisés dans l'aide sociale. La première constatation que font les étudiants en stage, c'est que l'Université est bien coupée du "peuple", des luttes de celui-ci. Ça ne prend pas une semaine de stage pour s'apercevoir que la théorie n'a qu'un lointain rapport avec la pratique. L'Université dira plutôt: ils (les étudiants) apprennent à avoir les deux pieds sur terre, à être moins idéalistes. Et lorsqu'ils reviendront de leurs stages (s'ils reviennent...), ils envisageront avec plus de réalisme leur future profession.

Par leur stage, les étudiants comprennent mieux la nature du Service Social. Et pour certains d'entre eux, une deuxième constatation vient s'ajouter à la première: le travailleur social "accomplit souvent de bonne foi, un travail de récupération pour lequel il est d'ailleurs contesté fortement dans la classe ouvrière" (1). Il demeure lié aux valeurs et méthodes prônées par sa profession. Qu'entend-t-on par là? À l'Université, l'enseignement s'en tient fondamentalement au statu quo. Ce qui est, est bon. S'il y a des failles dans notre société, il faut chercher à les corriger. Il n'est aucunement question d'agir sur les causes elles-mêmes. Ce serait évidemment remettre en question les structures mêmes du

système. Les valeurs véhiculées sont donc celles de la classe qui a un intérêt certain dans le maintien de l'ordre actuel: la bourgeoisie. Quand les étu-

C.S.S. Richelieu (Centre de Service Social) éclaireront la philosophie du service social. 1- Le programme "couple et famille".

diants parlent du travail de récupération du travailleur social, ils dénoncent une profession dont le rôle est de réduire les tensions, de canaliser les insatisfactions dans un sens peu menaçant. Par exemple, un travailleur social mettra sur pied un groupe d'éducation populaire pour briser l'isolement des femmes ou trouver un échappatoire à leurs problèmes, sans que cela ne change le moins du monde la condition actuelle de la femme.



Le Service social perçoit les problèmes sociaux comme une difficulté de la part d'un certain nombre de gens à s'adapter à une situation particulière, c'est à dire au système capitaliste. Le travailleur social doit donc viser à adapter l'individu, non à lui donner des moyens de lutte contre son exploitation. Son rôle est de restaurer: quand un individu arrive "en ruines", ou sérieusement "lézardé", la solution la plus courante que prend le praticien est de le "replâtrer". C'est ce qu'on peut appeler la restauration.

Le plan ne vise donc pas à répondre au problèmes à la source mais il ne faut pas en être surpris. En effet, le Service Social lutte-t-il au côtés des travailleurs pour leur protection face aux changements technologiques, par exemple? Lutte-t-il au côté des associations de consommateurs pour abattre cette "publicité incita-

La réalité en Service Social.

Le plan ne vise donc pas à répondre au problèmes à la source mais il ne faut pas en être surpris. En effet, le Service Social lutte-t-il au côtés des travailleurs pour leur protection face aux changements technologiques, par exemple? Lutte-t-il au côté des associations de consommateurs pour abattre cette "publicité incita-

diants parlent du travail de récupération du travailleur social, ils dénoncent une profession dont le rôle est de réduire les tensions, de canaliser les insatisfactions dans un sens peu menaçant. Par exemple, un travailleur social mettra sur pied un groupe d'éducation populaire pour briser l'isolement des femmes ou trouver un échappatoire à leurs problèmes, sans que cela ne change le moins du monde la condition actuelle de la femme.

Le plan ne vise donc pas à répondre au problèmes à la source mais il ne faut pas en être surpris. En effet, le Service Social lutte-t-il au côtés des travailleurs pour leur protection face aux changements technologiques, par exemple? Lutte-t-il au côté des associations de consommateurs pour abattre cette "publicité incita-

Le plan ne vise donc pas à répondre au problèmes à la source mais il ne faut pas en être surpris. En effet, le Service Social lutte-t-il au côtés des travailleurs pour leur protection face aux changements technologiques, par exemple? Lutte-t-il au côté des associations de consommateurs pour abattre cette "publicité incita-

2- Le programme "adulte".

Dans ce programme, on dit bien que la collectivité doit être sensibilisée aux problématiques sociales concernant les adultes. Cependant on se réfère ici aux "inadaptés" physiques et/ou mentaux, aux immigrants, chômeurs, assistés sociaux, ex-prisonniers, etc... On sectorise les problèmes. Autrement dit, soyons-en certains, une problématique sociale pour chaque catégorie. Le Service Social ne se préoccupe pas d'un changement structurel pour toute une collectivité.

“La société et les institutions sociales qu'elle mandate doivent développer les conditions socio-économiques de tout individu”(P.46). On sectorise, on individualise donc, mais on ne résout rien. Or nous croyons que, si les travailleurs sociaux sont amenés à "traiter" plusieurs "cas" semblables, c'est parce que les problèmes sont issus d'une même cause: la domination des travailleurs, assistés sociaux, leur exploitation par la bourgeoisie et son État.

Que faire?

Quand le journal *Forum* parle d'une nouvelle option offerte à l'École de Service Social, les stages en "intervention collective" qui doivent s'insérer dans des projets collectifs et viser à un changement social"(2), qu'on ne se leurre pas. C'est de la poudre aux



yeux. Jamais le Service Social au service de la bourgeoisie ne se donnera comme tâche d'amorcer un réel changement social. Les étudiants le savent, et ils auront à se brancher: au service de la classe dominante ou au côté des travailleurs et autres couches exploitées. Ce dernier choix signifierait travailler à la prise en mains par le peuple de ses propres conditions de vie, soutenir ses luttes. Finalement travailler à ce que cette profession spécialisée dans l'aide sociale, le Service Social, disparaisse. Parce que le peuple se passera un jour ou l'autre d'elle.

(1): Dossier "Service Social" p.38.

(2): *FORUM*, 18 Octobre 1974, p.3.